



COLLOQUE

La coopération décentralisée franco-marocaine

Enjeux et défis pour l'économie de montagne

Guilherand-Granges (07) – France – samedi 11 juin 2011

Colloque organisé par :

- GUILHERAND-GRANGES
- MAIRIE DE TOURNON (07)
- SAUVER L'ENVIRONNEMENT MEDITERRANEN (SEME, Tournon)
- CONFLUENCES MAROC-RHONE-ALPES (COMARA, Lyon)

Avec le soutien :

- Le Département de l'Ardèche
- La Région Rhône-Alpes
- Conseil de la communauté marocaine à l'étranger
- Ministère délégué chargé de la communauté marocaine à l'étranger

Cadre du colloque

La coopération décentralisée désigne les relations de long terme entre collectivités territoriales françaises et étrangères, le plus souvent formalisées par des conventions. Quelles que soient les formes que revêtent ces relations (jumelages, coopération transfrontalière, coopération interrégionale, partenariats plus ou moins durables, etc.), elles définissent généralement les actions de coopération prévues et leurs modalités techniques et financières d'exécution. La coopération peut prendre diverses formes : aide au développement, appui administratif et institutionnel, partenariats dans des montages de projets, gestion coordonnée de biens et/ou de services, etc.

La coopération décentralisée est formalisée par la loi. Cette dernière reconnaît officiellement aux collectivités locales et territoriales le droit de conduire des actions en matière de coopération dans un cadre juridique et budgétaire clairement défini. En particulier, la loi du 25 janvier 2007, dans son article *L. 1115-1*, stipule que « Les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, dans le respect des engagements internationaux de la France, conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement ».

La coopération décentralisée suppose volonté politique et engagement citoyen

Dans la Région Rhône-Alpes, plus de 300 collectivités territoriales ont mis en place un ou plusieurs partenariats de coopération en-dehors de la zone OCDE. Ces actions ont lieu principalement avec l'Afrique (Burkina Faso, Sénégal, Mali, Maroc, etc.). Il existe, cependant, d'autres partenariats avec d'autres pays et régions plus ou moins lointains : Roumanie, Chine, etc. Au total, la Région consacre plus de 10 millions d'euros à la coopération décentralisée avec une quinzaine de régions dans le monde. Près de 1500 structures sont impliquées dans la coopération et la solidarité internationales. En termes économiques, le secteur génère près de 1 300 emplois dans la région.

Les motivations qui se trouvent derrière une telle mobilisation sont pluriels : contribuer à la lutte contre la pauvreté, promouvoir la situation des femmes, protéger l'enfance, échanger des savoir faire en matière de gestion des collectivités territoriales, etc. dans tous les cas, il est demandé à la coopération décentralisée de répondre aux attentes des de tous les partenaires. Celles des pays du Sud sont particulièrement aiguës. En effet, au sein de ses derniers, les collectivités locales et territoriales cherchent généralement à amplifier leurs capacités d'intervention et à trouver davantage de ressources, dans un contexte général de décentralisation où les Etats transfèrent des charges sans fournir aux autorités locales les moyens suffisants pour assurer leurs fonctions (mise en place de services publics locaux, création d'infrastructures de base, etc.).

La coopération décentralisée franco-marocaine

La coopération entre collectivités territoriales marocaines (communes, communautés urbaines, provinces et régions) et collectivités françaises (villes, départements et régions) s'est mise en place progressivement à partir début des années 90. C'est donc le moment de

faire un premier bilan et de tirer quelques leçons afin d'éclairer et, s'il y a lieu, de réorienter les programmes du futur.

La principale caractéristique de la coopération décentralisée franco-marocaine est son caractère large et ambitieux. Plus de 40 conventions de partenariat et de jumelages existent. Ils s'étendent à de nombreux domaines, souvent liés aux compétences mêmes des collectivités : économie, agriculture, artisanat, énergie, aménagement urbain et architecture, gestion de l'eau, transports urbains, jeunesse, culture, éducation, environnement, santé, tourisme etc. Les projets à caractère économique sont les plus diversifiés. Les partenariats autour de l'artisanat sont également nombreux. Ils portent sur les échanges d'expériences entre chambres de métiers et artisans.

L'aménagement urbain et la sauvegarde du patrimoine sont également nettement privilégiés. Les partenariats s'intéressent au développement de projets urbains, à la requalification de quartiers anciens et à la réhabilitation des médinas. La coopération en matière de santé se traduit par les coopérations entre hôpitaux, l'acheminement de matériel médical à destination des hôpitaux et des centres sociaux et la fourniture de matériel pour les personnes handicapées. Enfin, préoccupation beaucoup plus récente, la protection de l'environnement s'invite au menu de la coopération décentralisée franco-marocaine. L'intérêt se porte ici à l'appui technique à la gestion des déchets, à la restauration et à la protection de la forêt, à la gestion des espaces verts et aux questions de l'eau et de l'assainissement.

Coopération décentralisée et économie de montagne

En février 2009, les Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine organisées à Agadir, ont très nettement montré la nécessité de clarifier les objectifs de cette coopération, de la mettre en cohérence avec les outils et programmes nationaux ou bilatéraux existants et de construire une vision et des perspectives communes notamment dans le cadre du partenariat euro-méditerranéen. Les échanges ont également offert l'occasion de regretter l'absence des communes rurales dans la coopération décentralisée franco-marocaine, de souligner les difficultés criantes rencontrées dans le montage de projets de, d'instaurer une véritable réciprocité dans la conception, la conduite et l'évaluation des programmes.

C'est cette prise de conscience qui a donné son impulsion au présent colloque. Ses organisateurs ont le souci conjointement d'impliquer pleinement des collectivités territoriales des deux bords, d'impliquer des représentants actifs de la société civile et d'inviter toutes les parties prenantes au projet à porter un regard à des problèmes peu souvent sous les feux de l'actualité.

Au Maroc, les territoires montagnards connaissent un regain d'intérêt croissant de la part des habitants eux-mêmes mais aussi de la part des administrations locales et centrales du pays. Alors que l'activité agro-pastorale et la valorisation du patrimoine culturel tenaient déjà une place non négligeable dans les politiques publiques, c'est désormais l'aménagement forestier et le tourisme qui connaissent un essor significatif. Cette évolution n'est pas sans intérêt car elle peut s'inscrire opportunément dans la coopération décentralisée franco-marocaine. En effet, les Alpes françaises constituent un socle de compétences internationalement reconnu, reposant sur plus de deux siècles d'histoire de l'aménagement de la montagne et de la mise en valeur des espaces économiques et

naturels. Une expérience qui peut être d'un apport réel pour l'économie de montagne du Maroc trop longtemps oubliée dans les politiques de développement du pays.

A l'exception de quelques rares espaces, la montagne marocaine abrite essentiellement des activités de petite agriculture extensive et d'élevage. Le premier défi à relever - dont dépend le développement futur de ces espaces - est celui de son désenclavement. En effet, la montagne souffre de beaucoup de handicaps : densité limitée de la population, faiblesse des rendements agricoles, isolement et difficulté d'accès aux exploitations, taille réduite des troupeaux et leur dispersion spatiale, insuffisance de l'électrification, concentration des services publics, éloignement des sources d'approvisionnement (les principaux marchés sont dans les pôles urbains), pauvreté des infrastructures de transport, etc.

Mais, il s'agit aussi corrélativement d'impulser les activités liées au développement du tourisme local et international, notamment les activités de loisirs qui font cruellement défaut : ski, randonnée, Canoë, activités de pleine nature, etc.). Cela ne pourrait se faire sans le développement des ressources humaines dans une grande variété de domaines peu ou pas pourvus (formation de guides de haute montagne et de moniteurs de ski, formation aux métiers de la sécurité civile, formation aux métiers de la forêt, etc.).

Il s'agit plus généralement de réfléchir aux modalités et techniques permettant de prendre en compte le caractère global de la logique économique montagnarde et les interactions entre ses composantes économiques, sociales, culturelles et administratives. Par exemple, si le tourisme de montagne est un secteur d'avenir, la saisonnalité d'une partie de l'économie montagnarde impose l'adaptation des structures d'accueil aux mouvements des saisons et aux variations climatiques (pluviométrie températures, etc.) associées. Relever les défis économiques de la montagne implique donc à partir de la valorisation de puissants atouts sectoriels, d'élaborer des stratégies « interactives » et différenciées pour entretenir le « cercle vertueux » de l'économie montagnarde.

Comité d'organisation

ABDELMALKI Lahsen, économiste, membre de COMARA
ELKHAL Moussa, juriste, membre de SEME
LOUALI Houcine, Vétérinaire, membre de COMARA
NEJMI Mustapha, sociologue, membre de COMARA

Programme provisoire (intervenants pressentis)

ABDELMALKI Lahsen, Economiste, Université Lumière Lyon 2, Lyon
BELLAOUI Ahmed, Géographe, Université Caddi Ayyad – Marrakech (Maroc)
BOUJROUF Saïd, Géographe, Université Caddi Ayyad – Marrakech (Maroc)
EL-HAFI Abdeladim, Haut Commissaire aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification, Rabat, Maroc
GUMUCHIAN Hervé, Géographe, directeur du CERMOSEM, Grenoble
NAJMI Mustapha, Sociologue, ARALIS, Lyon